

Programmation DETR 2021

Annexe III

DESCRIPTION DES PIÈCES A FOURNIR

➤ PIÈCES OBLIGATOIRES POUR TOUS DOSSIERS :

1 - Délibération de l'assemblée délibérante :

La délibération de l'assemblée délibérante qui :

- acte clairement le souhait de la collectivité à réaliser une opération donnée,
- arrête précisément les modalités de financement de l'opération,
- sollicite un concours financier de l'État au titre de la DETR
- engage la collectivité à autofinancer la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions

Concernant ces derniers points, afin de permettre une instruction au titre de chacun des concours financiers de l'État, il est conseillé d'indiquer dans les délibérations portant demandes de subventions, les mentions suivantes :

« Sollicite une subvention au titre des concours financiers de l'État. ».

« Le conseil précise également que dans le cas où la ou les aides accordées ne correspondraient pas aux montants sollicités dans le plan de financement prévisionnel ci-joint, le solde sera supporté par la part d'autofinancement ».

La décision afférente doit également être accompagnée d'un plan de financement indiquant le montant prévisionnel des travaux exprimé en TTC et en HT (cf Formulaire n°3).

2 - Note explicative détaillée du projet (formulaire n°2) :

La note explicative permet d'apprécier la nature exacte du projet envisagé, l'objectif recherché, la durée de l'opération, son implantation dans le territoire, les modalités de mise en oeuvre, le type de matériaux utilisés....

Dans le cadre d'opérations concernant des bâtiments classés ou en périmètre de bâtiments classés, il conviendra de se rapprocher du service départemental de l'architecture et du patrimoine dont les coordonnées figurent en annexe II.

De même, s'agissant des zones à aménager, une étude préalable en archéologie peut être conseillée avant tout dépôt de dossier. Le cas échéant, la note descriptive sera accompagnée des conclusions afférentes.

En tout état de cause, le formulaire n°2 sera complété avec précision.

NB : De manière générale, les services techniques de l'État (DDT, DEAL,DDCSPP, DSDSEN.....) seront utilement sollicités avant tout dépôt de dossier dès lors que le projet envisagé est susceptible de devoir répondre à une exigence réglementaire particulière.

3 – Étude d'impact (article D1611-35 du CGCT) :

En application de l'article L. 1611-9, l'étude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement est établie pour tout projet d'opération exceptionnelle d'investissement. Cette étude est jointe à la présentation du projet d'opération exceptionnelle d'investissement à l'assemblée délibérante, qui peut intervenir à l'occasion du débat d'orientation budgétaire ou du vote d'une décision budgétaire ou lors d'une demande de financement.

L'étude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement est obligatoire pour tout projet d'opération d'investissement dont le montant prévisionnel total des dépenses est supérieur aux seuils suivants :

1° Pour les communes et les établissements de coopération intercommunale dont la population est inférieure à 5 000 habitants, le seuil est fixé à 150 % des recettes réelles de fonctionnement ;

2° Pour les communes et les établissements de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 5 000 et 14 999 habitants, le seuil est fixé à 100 % des recettes réelles de fonctionnement ;

3° Pour les communes et les établissements de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 15 000 et 49 999 habitants, le seuil est fixé à 75 % des recettes réelles de fonctionnement.

4 - Plan de situation, plan cadastral, plan de masse :

Le plan de situation, le plan cadastral et les plans de masses contribuent à illustrer les informations indiquées dans la note descriptive du projet pour lequel une aide est sollicitée.

Vous veillerez tout particulièrement à communiquer des documents cotés et précisant l'échelle utilisée.

5 - Avant-projet définitif (APD) ou devis détaillés pour les projets < 90 000 € HT :

La dépense subventionnable arrêtée pour déterminer le montant de la subvention accordée constitue la limite inférieure à atteindre pour bénéficier de la totalité du concours financier.

Une sous-estimation du coût réel d'une opération peut conduire une collectivité à renoncer à l'exécution du projet initialement retenu au titre de la programmation DETR.

Dans ce cas de figure, si l'opération est abandonnée après le terme de l'exercice au titre duquel l'aide a été accordée à la collectivité, les crédits DETR initialement attribués sont perdus pour les projets des collectivités du département de la Guadeloupe.

De la même manière, un projet sur-évalué conduira à constater, in fine, que l'opération a été réalisée pour un coût définitif inférieur à la dépense subventionnable retenue. Dans ce cas de figure, la subvention accordée devra être recalculée sur la base du montant réel des travaux auquel sera appliqué le taux de concours fixé par l'arrêté d'attribution.

En l'espèce, cette minoration de subvention se traduit également par une perte de crédits pour les projets des collectivités.

C'est la raison pour laquelle, le montant de chaque opération sollicitant une aide de l'État au titre de la DETR doit être estimée par un avant-projet définitif (APD) ou, dans le cas de projets inférieurs à 90 000 € HT, par des devis suffisamment précis.

L'APD constitue en effet le dernier document élaboré par un architecte avant le lancement d'un investissement donné, Dans le cadre de l'APD, les dernières mises au point sont effectuées en fonction des options retenues par le maître d'ouvrage (choix des matériaux, prestations techniques...) ce qui n'est pas le cas d'un avant-projet sommaire (APS) dans lequel, notamment, les coûts des prestations proposées restent à affiner.

Dans tous les cas, les documents afférents devront être récents (moins de 6 mois), datés et signés par le prestataire.

Dans le cas d'une acquisition d'un bien (immeuble ou terrain), il conviendra également de fournir une estimation du bien établie par les services de la politique immobilière de l'Etat (DRFIP). Si une promesse de vente a d'ores et déjà été signée, l'acte afférent sera également joint aux pièces comptables justificatives.

6 - Plan de financement (formulaire n°3) :

Le plan de financement du projet permet de distinguer :

En dépenses :

- le coût des travaux pour chaque poste,
- les frais annexes aux travaux (frais d'honoraires, mission SPS, contrôle technique, publicité...)

NB : ces dépenses sont retenues à hauteur de 15 % du montant total des travaux éligibles quel que soit le montant réel correspondant. Les postes doivent être justifiés quel que soit leur montant.

En recettes :

- **le montant des aides sollicitées par co-financeurs et par nature de dotation (si la subvention a déjà été accordée, joindre la notification au dossier),**
- le montant de l'autofinancement,
- le montant des recettes envisagées le cas échéant (projet de bail ou délibération fixant le montant du loyer à joindre au dossier)

S'agissant de l'autofinancement, il est rappelé qu'il ne peut être inférieur à 20 % du coût global de l'opération, voire à 30 % pour les opérations entrant dans le champ d'un domaine de compétence à chef de fil au sens de l'article L1111-9 du CGCT dès lors qu'elles bénéficient d'un co-financement de la part d'une autre collectivité.

7 - Attestation de non commencement d'opération (formulaire n°4) :

Les concours financiers de l'État ne peuvent être accordés si les travaux afférents ont déjà fait l'objet d'un commencement d'exécution.

L'attestation de non-commencement d'exécution est par conséquent une pièce obligatoire à chacun des dossiers de demande de subvention.

8 - Attestation de propriété (formulaire n°5) :

Une collectivité ne peut normalement investir sur un bien d'autrui. Dans ces conditions, nulle aide ne saurait être accordée à un projet se situant sur un espace dont la collectivité n'est pas propriétaire.

À cet effet, l'attestation de propriété permet de justifier l'implantation du projet.

Dans le cas où l'opération envisagée comprend l'acquisition d'un bien, une estimation de celui-ci, établie par les services de la politique immobilière de l'Etat, devra être produite.

Si une promesse de vente est d'ores et déjà envisagée, la production de celle-ci, avec indication du prix et de la date de signature de l'acte authentique, sera également jointe au dossier de demande de subvention.

Dans le cas où l'acquisition du terrain est déjà réalisée, le titre de propriété et la justification de son caractère onéreux seront joints au dossier.

PIÈCES COMPLÉMENTAIRES POUR :

9 - Attestation de fractionnement du projet (formulaire n°6) :

Un projet dont la réalisation effective s'étend sur plusieurs exercices comptables peut être présenté en tranches.

Pour ce type de dossiers, la note explicative relative à la première tranche devra, en outre, présenter le projet dans sa globalité en intégrant l'ensemble des tranches prévues et en précisant sommairement pour chacune d'entre elles, leurs natures, leurs coûts et leurs calendriers prévisionnels de réalisation.

Par ailleurs, il est rappelé que ne peuvent être retenues les tranches successives que si la tranche précédente, subventionnée dans le cadre d'un exercice antérieur, est achevée, ou largement engagée.